

Déclaration du bureau de l'Union Départementale Force Ouvrière de Maine et Loire

Le bureau de l'UD FO 49 considère que la situation de crise que nous connaissons depuis plusieurs semaines, est le produit des politiques économiques et sociales menées depuis de nombreuses années, privilégiant les revenus du capital au détriment du pouvoir d'achat des salariés et retraités, de la protection sociale et des services publics.

Or, lors de ses vœux du 31 décembre, le président de la République a indiqué qu'il n'y aurait **pas de changement de cap**. Il a en effet précisé qu'il n'entendait pas « *remettre en cause la ligne (qu'il) trace depuis le début* ». Il compte mener ses contre-réformes à marche forcée — assurance-chômage, retraites, réorganisation de la fonction publique — balayant d'un revers de main la situation sociale explosive...

Et pour ce faire, il organise un « grand débat national »...

Si nous n'avions pas compris, Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement a ajouté que ce « grand débat national » **serait « cadré »**. Quelques jours plus tard, le Premier ministre intervenant sur TF1, annonce des méthodes encore plus répressives pour « **cadrer** » les manifestations, remettant en cause, ni plus ni moins la liberté de manifester, la démocratie.

Enfin dans sa lettre aux Français, le Président de la République, écrit : « *Je n'ai pas oublié que j'ai été élu sur un projet, sur de grandes orientations auxquelles je demeure fidèle.* » et plus loin : « *Mais je pense aussi que de ce débat peut sortir une clarification de notre projet national et européen, de nouvelles manières d'envisager l'avenir, de nouvelles idées* ». S'inscrire dans ce débat, c'est concrètement se comporter en supplétif gouvernemental.

Pour le bureau de l'UD FO 49, il s'agit d'une tentative d'intégration des organisations syndicales qui est inacceptable, il s'agit de nous museler, d'empêcher la négociation sur les revendications des salariés. **Nous ne sommes pas les chiens de garde du gouvernement ! Pour l'UD FO 49, la Confédération FO ne doit pas se rendre aux convocations du gouvernement.**

Suite aux discussions unanimes de la Commission Administrative du 7 janvier 2019, le bureau de l'UD FO 49 réaffirme que notre organisation, indépendante, n'a rien à aller discuter dans le cadre d'un grand débat « cadré », elle réaffirme son attachement à l'ADN de FO : son indépendance. **Au niveau départemental, elle ira rappeler les revendications, au Préfet du Maine-et-Loire auprès de qui elle a obtenu une audience. À cette occasion, elle lui rappellera qu'elle ne participera à ce « débat — mascarade ».**

À l'heure, où certains « syndicats » se positionnent contre « les violences des Gilets Jaunes », pour vider des ronds-points (!), ou encore pour une « réforme » des retraites par points ; **FO, quant à elle est et restera un syndicat attaché à la démocratie, aux libertés d'expression, de manifestation, un syndicat qui porte les revendications :**

Contrairement à ce que dit le Président de la République, la première question n'est pas la question de la destruction des services publics par la baisse des impôts, mais l'augmentation du pouvoir d'achat, à travers l'augmentation générale des salaires, des minimas sociaux et des pensions !

Alors que le gouvernement est fragilisé, partout, dans les entreprises, dans les secteurs, le bureau de l'UD FO 49 invite les syndicats FO à réunir les salariés pour adopter des motions établissant les cahiers de revendications. Elle les invite à les réunir en assemblées générales pour discuter des moyens d'action pour gagner, y compris par la grève et sa reconduction.

Adopté à l'unanimité, à Angers

Lundi 14 janvier 2019